

ACTUALITÉS

Annoncée en avril 2026 par le premier ministre avec pertes et fracas, la transformation/fusion de la DITP et de la DINUM fait... pschitt... On vous en avait parlé dans le Coup de griffe de mai dernier, cette annonce, tombée du ciel, n'avait jamais fait l'objet d'échanges ou de concertations, ni avec les agent.es, ni avec les organisations syndicales. Il n'est désormais plus question que d'une réorganisation « classique » de la DITP avec la venue de quelques agent.es de la DINUM (du même type que celles qui nous sont présentées à longueur d'année à Bercy). Et donc, justement, on attend d'avoir des infos un peu plus précises sur le devenir des agent.es et les contours de cette transformation !

Attention surcharge en vue ! Avec la fermeture programmée pendant un an pour travaux (attendus et nécessaires !) de la cantine de Chevaleret, il y a fort à parier que les cantines de Bercy soient surchargées ! Déjà que la gestion des flux n'est pas au top, préparons-nous à gérer les files d'attente et la disette en fin de service ! Nos représentant.es à l'ASFR feront remonter les difficultés rencontrées pour que chacun.e puisse déjeuner dans de bonnes conditions.

Un décret du 6 juillet 2026, applicable au 1er janvier 2027, fixe le nouveau régime des autorisations spéciales d'absence... Les organisations syndicales, unanimes, s'y étaient pourtant fortement opposées ! Et forcément c'est à la baisse : la possibilité de doubler les 6 jours par an pour les enfants malades est réservée uniquement aux parents isolés. Plus de possibilité d'ASA pour les déménagements ou pour les décès de grands-parents... Une régression des droits inacceptable !

Mobilisations le 26 septembre pour le climat...



Pour le climat, la paix et les solidarités ! **Solidaires** a rejoint l'appel, initié au cœur de l'été, aux mobilisations le samedi 26 septembre.

Nous avons tous.les été concernés par les conséquences de cet été infernal : évacuation de plus de 220 000 personnes face aux incendies, qui, pour certaines, ont tout perdu, épisode de pollution aux fumées toxiques et aux

résidus de pesticides utilisés sur les pins, habitant.es de bouilloires thermiques, usager.es et personnels des écoles, des hôpitaux, des Ehpad. Les salarié.es ont aussi été

confronté.es à des risques importants pour leur santé. Et toujours aucun plan d'adaptation ni des bâtiments, ni des espaces publics ni du monde du travail ! Le monde agricole alerte sur le nombre de fermes qui pourraient disparaître et sur les menaces qui pèsent sur notre souveraineté alimentaire.

Ce n'est pas faute de signaux d'alarme émanant de celles et ceux qui sont en première ligne pour gérer la crise. Pompiers, soignant.es, agent.es de l'Office national des Forêts, prévisionnistes de Météo France ont alerté depuis des années sur l'insuffisance criante de moyens dans les services publics !

Exigeons un plan d'urgence, d'adaptation et d'atténuation du réchauffement climatique, sans attendre un été de plus !

Tous les rendez-vous (horaires et lieux de manifestation) sont à retrouver sur le site 26septembre.org.

Grève le 29 septembre dans la fonction publique

Malgré des années de gel du point d'indice entraînant un décrochage clair, la suspension de la GIPA, de jour de carence, la baisse de l'indemnisation du congé maladie ordinaire y compris pour les femmes enceintes, le ministre de l'action et des comptes publics s'est, en juillet, une nouvelle fois refusé à dégeler le point d'indice, donner des points pour toutes et tous ou indexer le point sur l'inflation. Fin de non recevoir aux demandes légitimes des personnels, portées unanimement !

C'est désormais un rapport de l'IGA et IGF qui jette les agent.es publics en pâture en laissant entendre que nous serions des nantis, privilégiés, nageant sous les primes.

Quelques petits rappels :

- Les primes sont inégales et floues, parfois injustes et comblent bien souvent la faiblesse des rémunérations laissées à l'abandon par les gouvernements successifs.
- Les agent.es ne revendiquent pas des primes mais bien l'intégration de l'existant dans le traitement ! Les primes ne sont toujours pas prises en compte dans le calcul de la retraite.

VIVE
QUAND TOUT
SERA PRIVÉ,
ON SERA PRIVÉ
DE TOUT
LE
SERVICE
PUBLIC

Le but : jeter le discrédit sur les agent.es, dire une nouvelle fois qu'ils et elles sont un coût... alors que c'est bien l'inverse ! Les agentes et agents publics sont une richesse. Ils et elles font fonctionner les services publics qui sont bien là pour l'ensemble de la population.

Le projet de budget laisse déjà entrevoir, dans les millions d'euros d'économies, de nouvelles coupes dans les services publics.

Collectivement nous ferons reculer le gouvernement et nous obtiendrons enfin satisfaction sur nos revendications :

- des mesures salariales générales et une revalorisation significative de la valeur du point d'indice ;
- la refonte des grilles indiciaires ;
- le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) ;
- le maintien à 100 % des rémunérations pendant les congés de maladie et l'abrogation du jour de carence ;
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.